

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE
AU MASTER MENTION DROIT PRIVE
Parcours « DROIT DES ACTIVITES NUMERIQUES ET TIERS DE CONFIANCE »
2023-2027**

ENTRE

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 ...

Représentée par sa Présidente, **Madame Nathalie Dompnier**

Et plus particulièrement sa composante :

La faculté de droit Julie-Victoire Daubié

Représentée par Monsieur Adrien Bascoulergue, Doyen de la faculté de droit Julie-Victoire Daubié

ET

LA FÉDÉRATION DES TIERS DE CONFIANCE DU NUMERIQUE (FNTC)

14, rue de Bruxelles

75009 PARIS

Représentée par son Président, **Maître Jean-François BAUVIN**

Et les quatre sociétés partenaires suivantes :

CHAMBERSIGN ...

Chambre Régionale Auvergne-Rhone-Alpes de l'Ordre des Experts-Comptables ...

DOCAPOSTE ...

X-DEMAT ...

Préambule

La Fédération des Tiers de Confiance du numérique (FnTC) rassemble éditeurs de logiciels, prestataires de services, experts, professionnels réglementés, utilisateurs et structures institutionnelles. L'objectif de la Fédération des Tiers de Confiance du numérique est de développer une digitalisation fiable et sécurisée.

Dans ce cadre, la Fédération des Tiers de Confiance du numérique mène de nombreuses actions qui la conduisent notamment à :

- Produire des expertises et des outils pour que les personnes et les organisations puissent, au sein du monde numérique, préserver leurs droits et limiter leurs risques.
- Elaborer de la doctrine, en produisant des guides, des référentiels et des labels.

- Participer à la normalisation et à la standardisation des bonnes pratiques numériques au niveau national (Afnor) et international (ISO).
- Participer au financement, à l'organisation et à la valorisation de formations universitaires

La Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié (ci-après la « **Faculté** ») souhaite s'engager dans le développement de la formation et de la recherche en droit des activités numériques. C'est la raison pour laquelle la FnTC, les Partenaires et la Faculté se sont rapprochés afin de parvenir à la signature de la présente convention (ci-après la « **Convention** »).

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Les Parties ont uni leurs efforts pour créer au sein de la mention de Master « Droit privé » de la Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié, un parcours de master intitulé « Droit des activités numériques et tiers de confiance » (ci-après la « **Formation** »). Cette initiative a pour but d'apporter des réponses concrètes et évolutives en matière de formation aux nouveaux métiers de l'économie numérique. La Convention a pour objet de définir les modalités dans lesquelles la FnTC et les Partenaires participent au financement de la Formation.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Pour soutenir le fonctionnement de la Formation, la FNTC et les Partenaires s'engagent, pour la durée de la convention, à verser à l'Université LUMIERE Lyon 2 une subvention annuelle de 25 000 euros TTC, répartis à part égale entre elles.

Cinq factures d'un montant de 5 000 euros TTC chacune, seront établies au nom de la FNTC et de chacun des quatre Partenaires, par l'Université LUMIERE Lyon 2, la première au mois de janvier 2024 et les suivantes en janvier 2025, janvier 2025 et janvier 2026.

Le règlement devra parvenir à :

Monsieur l'Agent Comptable de l'Université LUMIERE Lyon 2

Trésorerie Générale de

Coordonnées bancaires :

Code établissement Code guichet N° de compte Clé RIB

L'utilisation des fonds n'est pas soumise à justification. Toutefois, le(s) responsable(s) de la formation présentent le bilan financier de la formation pour l'année écoulée aux partenaires de la convention.

.

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} septembre 2023. Elle pourra être modifiée et/ou renouvelée par avenant signé des Parties.

En cas de modification de la Convention, un avenant sera conclu pour définir les nouvelles modalités d'action.

En cas de dénonciation, un préavis de douze mois devra être respecté. Un avenant pourra alors être conclu pour définir les conditions dans lesquelles pourront être achevées les actions en cours.

Article 4 : Litige – LOI APPLICABLE

Tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention, qui ne pourrait être résolu à l'amiable par une concertation entre les Parties durant les quatre mois, sera tranché définitivement par les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Lyon. La loi applicable à la Convention est la loi française.

Fait à Lyon, le _____, en six (6) exemplaires.

l'Université LUMIERE Lyon 2, La Présidente

La Fédération des Tiers de Confiance du Numérique (FNTC), Le Président

La Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié, Le Doyen

La Société DOCAPOSTE, Le Président

La Société X-DEMAT, Le Président

La Société CHAMBERSIGN, Le Président

Le CROEC Auvergne Rhone-Alpes, La Présidente